

**Assemblée générale**

Distr. générale
3 mai 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Point 154 de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires
du financement des opérations de maintien
de la paix des Nations Unies

Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) :
rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant
du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 et projet de budget
pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédits ouverts pour 2019/20	35 386 900
Dépenses de 2019/20	35 375 900
Solde inutilisé de 2019/20	11 000
Crédits ouverts pour 2020/21	37 159 200
Montant estimatif des dépenses de 2020/21 ^a	36 936 400
Montant estimatif du solde inutilisé de 2020/21 ^a	222 800
Projet de budget du Secrétaire général pour 2021/22	40 651 600
Ajustement recommandé par le Comité consultatif pour 2021/22	(229 300)
Recommandation du Comité consultatif pour 2021/22	40 422 300

^a Montant estimatif au 31 mars 2021.



I. Introduction

1. Aux fins de son examen du financement du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) ([A/75/621](#) et [A/75/770](#)), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a rencontré en ligne des représentantes et représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 15 avril 2021. On trouvera les observations et recommandations que le Comité consultatif a formulées sur les questions concernant le financement des opérations de maintien de la paix en général dans son rapport paru sous la cote [A/75/822](#), et celles qui portent sur les constatations et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 figurent dans le rapport du Comité consultatif correspondant ([A/75/829](#)).

II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

2. Par sa résolution [73/309](#) et sa décision 73/555, l'Assemblée générale a ouvert des crédits d'un montant brut de 35 386 900 dollars (montant net : 32 169 500 dollars) aux fins du fonctionnement du Centre de services régional pour l'exercice 2019/20. Le montant brut des dépenses totales de l'exercice s'est établi à 35 375 900 dollars (montant net : 32 141 400 dollars), ce qui représente un taux d'exécution de près de 100 %. Le solde inutilisé, dont le montant brut s'élève à 11 000 dollars, représente 0,03 % du montant total du crédit ouvert pour l'exercice et résulte de l'effet combiné de dépenses plus élevées que prévu au titre du personnel civil (845 700 dollars, soit 3,0 %) et de dépenses opérationnelles moins importantes que prévu (856 700 dollars, soit 11,3 %). Une analyse détaillée des écarts figure à la section IV du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget du Centre de services régional pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 ([A/75/621](#)).

3. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les engagements non réglés avaient augmenté, passant de 757 700 dollars en 2018/19 à 1 912 800 dollars en 2019/20, ce qui s'explique principalement par ce qui suit : a) les incidences de la pandémie de COVID-19, en particulier des restrictions en matière de voyage et des mesures de confinement, qui ont entraîné des retards importants dans la livraison des marchandises par les fournisseurs ou les sous-traitants ; b) le règlement de toutes les indemnités de poste en suspens pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national et le personnel du Service mobile découlant de l'opération de classement des postes menée en 2015/16 ; c) l'inscription du paiement des charges aux Volontaires des Nations Unies.

4. Le Comité consultatif a également été informé que des ressources de la catégorie III (Dépenses opérationnelles) avaient été réaffectées à la catégorie II (Personnel civil) au cours de l'exercice afin de régler les paiements en suspens au personnel civil, ce que le Centre de services régional a pu faire grâce à : a) des frais d'entretien des bâtiments inférieurs aux prévisions budgétaires en raison de retards dans la mise en œuvre du contrat de maintenance des bâtiments du Centre ; b) des remboursements à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) moins importants que prévu en raison de l'empreinte réduite à la Base d'appui d'Entebbe du fait de la pandémie de COVID-19 ; c) un prix unitaire moyen du carburant moins élevé que prévu ; d) des dépenses afférentes aux logiciels, licences et services de téléphonie fixe moins élevées que prévu.

III. Informations sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

5. En ce qui concerne les dépenses effectives et les dépenses prévues de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, le Comité consultatif a été informé qu'au 31 mars 2021, le montant des dépenses s'élevait à 26 329 600 dollars alors que celui des crédits ouverts s'établissait à 37 159 200 dollars. À la fin de l'exercice en cours, le montant total des dépenses devrait atteindre 36 936 400 dollars, soit un taux d'utilisation du budget de 99,4 %, laissant un solde inutilisé de 222 800 dollars (0,6 %).

6. Le Comité consultatif a été informé que la situation de trésorerie du Centre de services régional était de 11 016 000 dollars au 1^{er} mars 2021, ce qui était suffisant pour couvrir la réserve de trésorerie opérationnelle correspondant à trois mois de dépenses, d'un montant de 9 290 000.

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022

A. Mandat et hypothèses budgétaires

7. Dans sa résolution 74/281, l'Assemblée générale a approuvé le budget du Centre de services régional pour l'exercice 2020/21 et décidé d'examiner à sa soixante-quinzième session la question de son financement par prélèvement sur les budgets des missions bénéficiant de l'appui du Centre. Dans les paragraphes 2 à 11 de son rapport sur le budget du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 (A/75/770), le Secrétaire général a présenté les résultats escomptés et les hypothèses budgétaires pour le Centre. Au paragraphe 11, il indique que le modèle opérationnel de services partagés, plus robuste et conforme aux meilleures pratiques, devrait produire des effets avantageux et durables à mesure que le Centre continue de se doter de dispositifs qui lui permettent de suivre les résultats avec précision, d'en rendre compte et de mettre davantage l'accent sur le client, et que le Centre continuera de fournir des services par l'intermédiaire des quatre piliers suivants : services aux clients ; avantages et prestations ; voyages et demandes de remboursement et d'indemnité ; services financiers et contrôle de conformité.

Dispositif de modulation des ressources

8. Au paragraphe 13 de son rapport, le Secrétaire général indique que le Centre de services régional a revu le dispositif de modulation des ressources sur lequel il continuera de s'appuyer pour établir le budget pour l'exercice 2021/22 et formuler les futures propositions budgétaires. Il précise également que l'utilisation d'un tel dispositif pour évaluer les besoins en personnel, qui repose sur un calcul des effectifs à base zéro, est une particularité du Centre, puisqu'il prend en compte les fluctuations du nombre d'employés chez les clients, les tâches que le Centre accomplit pour ses clients, le volume escompté d'opérations au vu des résultats obtenus antérieurement et la durée moyenne de traitement par opération. On trouve des informations concernant le dispositif de modulation des ressources et les hypothèses connexes aux paragraphes 43 à 58 du rapport.

9. Dans son rapport, le Secrétaire général indique également que le dispositif est axé sur les activités de traitement administratif du Centre de services régional et repose sur l'analyse de l'équivalent plein temps. Il ne tient pas compte des bureaux

des chefs et des bureaux chargés des activités non transactionnelles, autrement dit de la composante Direction exécutive et administration, de la Section des services aux clients, du Service régional des technologies, du Centre de déploiement et de soutien avancés, qu'il est proposé de créer, et de la Section de l'appui centralisé aux achats (A/75/770, par. 44). Le Secrétaire général précise également qu'au cours de l'exercice 2021/22, le Centre de services régional devrait assurer la totalité des gammes de services ayant trait aux tâches administratives (ressources humaines, finances et voyages) pour 19 entités clientes, 2 entités qui seront liquidées pendant cet exercice et les membres de son personnel. Ces tâches sont décrites dans le catalogue de services du Centre et le dispositif actuel tient compte de toutes les tâches qu'il exerce (ibid., par. 48). Compte étant tenu, entre autres facteurs, de l'intensification probable des voyages attendue avec la levée progressive des restrictions aux déplacements imposées à travers le monde et de l'augmentation des services proposés en lien avec le personnel en tenue hors contingents et unités de police constituées, un effectif de 424 personnes, dont 266 exécuteraient des tâches administratives, est proposé. Ce chiffre prend en compte la suppression proposée de deux postes administratifs, ainsi que le transfert proposé de la Section de l'appui centralisé aux achats et de ses 22 postes vers le Centre de services régional, en tant qu'unité hébergée (ibid., par. 13, 39 à 42 et 116 à 117 ; voir également par. 20 à 23 du présent rapport).

10. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a reçu des informations sur le concept de services de nature « dynamique » ou « statique » et sur l'incidence des pics d'activité saisonniers sur la charge de travail du Centre de services régional, ainsi que sur le nombre d'entités clientes bénéficiant de l'ensemble des gammes de services du Centre, le coefficient d'ajustement du dispositif de modulation des ressources, les transactions, les services et les besoins en personnel correspondants. Il a également été informé que lorsque le Centre de services régional établit les projections concernant les produits de chaque mission cliente pour un exercice budgétaire donné, il tient compte des quatre paramètres suivants : a) les effectifs prévus d'une mission donnée, sur la base du nombre de postes approuvés par l'Assemblée générale ; b) un aperçu historique des deux dernières projections établies dans le cadre de la budgétisation axée sur les résultats pour une mission donnée ; c) le rapport d'exécution du budget axé sur les résultats le plus récent concernant les transactions réelles d'une mission donnée ; d) les connaissances opérationnelles dont chaque responsable de mission dispose.

11. Le Comité consultatif a également été informé que les taux de vacance des missions clientes ne sont pas inclus dans les prévisions d'équivalent plein temps. Le dispositif de modulation des ressources utilise les données concernant les effectifs approuvés des missions ; l'incorporation des prévisions relatives aux taux de vacance risquerait de mettre le Centre en situation de sous-effectif et donc d'entraîner une baisse de la qualité des services, étant donné que les taux de vacance prévus par les missions au moment où elles alimentent le dispositif pourraient être supérieurs à ceux effectivement appliqués l'année suivante. Le Comité a en outre été informé que la réduction des effectifs de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) avait été prise en compte dans le dispositif pour 2021/22 et que l'utilisation de l'exercice 2018/19 comme base de référence pour la modulation des ressources permettait de faire en sorte que seules les données entièrement fiables puissent être utilisées, compte tenu des fluctuations du nombre de transactions entraînées par la pandémie de COVID-19. **Le Comité consultatif se félicite des améliorations qui ont été apportées au dispositif de modulation des ressources et estime que de nouvelles améliorations s'avéreront peut-être nécessaires pour réaliser de plus grandes économies d'échelle. Il rappelle que l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'affiner encore la formule utilisée par le dispositif afin qu'un lien plus clair soit établi entre les facteurs ayant trait au**

volume de travail et les besoins en équivalents plein temps (voir également A/74/737/Add.6, par. 23) et de veiller à ce que tous les dispositifs de modulation des ressources tiennent compte, entre autres, des facteurs ayant trait au volume de travail et aux gains d'efficacité (voir également la résolution 70/286 de l'Assemblée générale, par. 67).

Proposition de création du Centre de déploiement et de soutien avancés

12. Au paragraphe 38 de sa résolution 70/286, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de terminer sans tarder l'évaluation des fonctions et des responsabilités de la Section des transports aériens, du Centre stratégique des opérations aériennes, du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements et de la Section de l'appui centralisé aux achats dans le contexte plus large d'une gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement. Dans sa résolution la plus récente sur le sujet (74/281), l'Assemblée a dit qu'elle attendait avec intérêt d'en recevoir les conclusions pour examen à sa soixante-quinzième session. Dans son rapport, le Secrétaire général indique avoir achevé cette étude en mars 2020. Il propose, dans ses conclusions et recommandations, qu'un centre de déploiement et de soutien avancés soit créé en tant qu'unité hébergée du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement du Département de l'appui opérationnel, pour remplacer le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements et permettre ainsi au Secrétariat de tirer pleinement parti de la complémentarité des activités de gestion de la chaîne d'approvisionnement menées par les bureaux qui relèvent du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement sur le plan technique, notamment la Section de l'appui centralisé aux achats, le Centre stratégique des opérations aériennes, la Section du contrôle des mouvements au Siège et la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie). Il indique en outre que la Section de l'appui centralisé aux achats aurait le statut d'unité hébergée du Centre de services régional, mais que ses activités resteraient supervisées par la Division des achats. Le Centre de déploiement et de soutien avancés serait également composé de trois cellules, à savoir la Cellule de l'appui aérien, la Cellule de l'appui aux mouvements et aux expéditions de marchandises et la Cellule chargée des stocks pour déploiement régional. À cet égard, il est proposé d'établir des stocks pour déploiement régional, qui seraient gérés par le Centre de déploiement et de soutien avancés d'Entebbe, avec l'aide de la Section de l'appui centralisé aux achats, laquelle se trouve également à Entebbe et a des capacités complémentaires à celles du Centre, et qui viendraient s'ajouter aux stocks gérés à la Base de soutien logistique des Nations Unies. Le Secrétaire général a également recommandé de recentrer les activités de la Section de l'appui centralisé aux achats qui relèvent, au sens large, de la gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement et de les harmoniser avec celles des branches régionales basées à Entebbe (A/75/770, par. 22, 23, 35 et 36 ; voir également par. 13 et 15 du présent rapport).

13. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des informations concernant les rôles du Centre stratégique des opérations aériennes situé à la Base de soutien logistique, du Centre de déploiement et de soutien avancés (anciennement Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements relevant du Centre de services régional d'Entebbe) et de la Section de l'appui centralisé aux achats du Département de l'appui opérationnel situé à Entebbe, dans le contexte plus large de la gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement. Il a été informé que le Siège de l'Organisation des Nations Unies jouait toujours un rôle de premier plan dans les opérations aériennes et que le Centre de déploiement et de soutien avancés appuierait le Centre stratégique des opérations aériennes, notamment en fournissant une assistance dans la région pour ce qui était des activités liées aux accords d'affrètement à long terme et en assurant la liaison sur place avec les capacités de fret fournies par

les États Membres. En collaboration avec la Section de l'appui centralisé aux achats, le Centre de déploiement et de soutien avancés fera appel à des prestataires logistiques régionaux pour prendre en charge le « dernier kilomètre » logistique permettant d'optimiser les contrats de fret mondiaux et de répondre aux besoins relatifs aux stocks régionaux gérés par la Cellule chargée des stocks pour déploiement régional de la Base de soutien logistique. Le Centre stratégique des opérations aériennes continuera d'exécuter ses principales fonctions et assistera la composante aérienne du Centre de déploiement et de soutien avancés dans l'exécution de ses fonctions aériennes, en lui prêtant appui 24 heures sur 24 et en l'aidant à mener les opérations d'affrètement à long terme au niveau régional et à gérer l'utilisation des capacités aériennes fournies par les États Membres, le cas échéant.

14. Le Comité a été informé que le Centre de déploiement et de soutien avancés appuierait également la Section du contrôle des mouvements de la Division de la logistique du Département de l'appui opérationnel en prenant en charge le contrôle opérationnel des contrats mondiaux de transport de fret établis par la Section du contrôle des mouvements en partenariat avec la Division des achats pour assurer le déplacement peu coûteux du matériel appartenant à l'ONU et du matériel appartenant aux contingents. Il a en outre été informé que la Section de l'appui centralisé aux achats continuerait de fournir un appui en matière d'achat afin de répondre aux besoins régionaux et imprévus des grandes missions, ainsi qu'un appui régulier en matière d'approvisionnement aux petits clients qui n'ont pas les capacités requises. La Section de l'appui centralisé aux achats sera chargée d'appuyer les fournisseurs régionaux, rôle qui sera étendu à trois autres fonctions d'appui dans le contexte plus large de la gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement, à savoir : mettre en place, en collaboration avec le Centre de déploiement et de soutien avancés (anciennement Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements), un soutien en matière d'achats et de contrats concernant les stocks régionaux gérés par la Cellule chargée des stocks pour déploiement régional de la Base de soutien logistique ; fournir un appui aux initiatives institutionnelles du Département de l'appui opérationnel visant à mettre en œuvre une gestion par catégorie et apporter un appui centralisé en matière d'achats ; fournir un appui en matière d'expédition des marchandises et de sous-traitance des services logistiques, toujours en étroite collaboration avec le Centre de déploiement et de soutien avancés.

15. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des informations concernant la proposition de création du Centre de déploiement et de soutien avancés et le fait que la restructuration du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements n'aura pas d'incidences financières supplémentaires sur le budget du Centre de services régional, étant donné que les effectifs ne s'en trouveront pas modifiés. Il a également reçu les catalogues de services du Centre de services régional et de la Base de soutien logistique des Nations Unies, ainsi que des informations sur la répartition des services fournis par les deux entités, et a appris que la proposition était fondée sur l'étude des rôles et responsabilités futurs du Centre stratégique des opérations aériennes, du Centre de déploiement et de soutien avancés et de la Section de l'appui centralisé aux achats et prévoyait des complémentarités entre la Base de soutien logistique et le Centre de services régional dans les domaines de l'appui aérien et des stocks régionaux. **Tout en notant les liens existant entre les diverses entités dans le contexte de la gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement, le Comité consultatif estime qu'il faut préciser le rôle du Centre de déploiement et de soutien avancés et la nature de ses rapports hiérarchiques avec la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et le Centre régional de services d'Entebbe en ce qui concerne l'appui fourni aux stocks de déploiement régional en matière de contrats et d'approvisionnement et son statut d'unité hébergée au sein du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement (voir par. 16**

ci-dessous). Le Comité prend en outre note de la proposition de créer un stock de déploiement régional et rappelle qu'un rapport sur les stocks pour déploiement stratégique doit être présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session. Il compte que les concepts et la gestion des stocks pour déploiement stratégique et des stocks régionaux, y compris une répartition explicite des rôles des deux centres de services dans la gestion des stocks, seront clairement définis afin d'éviter les doubles emplois et d'accroître l'efficacité et l'efficience de l'appui aux opérations de maintien de la paix. Les observations et recommandations du Comité concernant les propositions émanant de l'étude figurent dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général (A/75/822) et dans son rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 et le projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 1^{er} juin 2022 de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) (A/75/822/Add.10).

16. Dans le cadre de son examen du Rapport d'ensemble sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/75/786) et des projets de budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (A/75/744) et du Centre de services régional d'Entebbe (A/75/770), le Comité consultatif, ayant posé la question, a été informé qu'il ne semblait pas exister de définition ou de procédure standard concernant la désignation d'une unité hébergée. Il constate en outre des incohérences dans les rapports hiérarchiques des différentes capacités de sécurité aérienne. **Le Comité consultatif est d'avis que la désignation des unités hébergées et leurs rapports hiérarchiques devraient, par principe, être fondés sur des critères clairs, appliqués de manière cohérente dans l'ensemble du Siège et des centres de soutien. Le Comité recommande donc que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général d'élaborer une politique claire et cohérente en ce qui concerne les critères de création d'unités hébergées dans les entités des Nations Unies, y compris en ce qui concerne les rapports hiérarchiques et les délégations de pouvoir.**

B. Ressources nécessaires

17. Le budget proposé pour 2021/22, d'un montant de 40 651 600 dollars, est en augmentation de 3 492 400 dollars (soit 9,4 %) par rapport aux crédits de 37 159 200 dollars ouverts pour 2020/21 (voir tableau ci-dessous).

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué (2019/20)	Dépenses (2019/20)	Montant alloué ^a (2020/21)	Dépenses (2020/21) au 31 mars 2021	Dépenses prévues (2021/22)	Variation	
						Montant	Pourcentage
Personnel civil	27 818,3	28 664,0	29 983,0	21 839,3	33 049,5	3 066,5	10,2
Dépenses opérationnelles	7 568,6	6 711,9	7 176,2	4 490,3	7 602,1	425,9	5,9
Montant brut	35 386,9	35 375,9	37 159,2	26 329,6	40 651,6	3 492,4	9,4

Note : On trouvera aux sections II et III du projet de budget (A/75/770) des informations détaillées sur les ressources financières demandées et une analyse des variations.

^a Dans sa résolution 74/263, l'Assemblée générale a approuvé le montant de 1 424 400 dollars au titre du budget-programme pour la part du budget du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) à financer par les missions politiques spéciales pour 2020. Dans sa résolution 74/281, l'Assemblée générale a décidé que le montant du solde inutilisé et des produits divers de l'exercice clos le 30 juin 2019, soit 165 400 dollars, serait déduit de celui des ressources à prévoir pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021. Elle a également ouvert un crédit de 37 159 200 dollars au titre du fonctionnement du Centre de services régional pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 et décidé qu'un montant de 35 581 400 dollars serait réparti au prorata entre les budgets des opérations de maintien de la paix clientes. Dans sa résolution 75/253, elle a approuvé le montant de 1 412 400 dollars à déduire des crédits ouverts au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme pour 2021.

1. Personnel civil

Catégorie	Effectif approuvé pour 2020/21	Effectif proposé pour 2021/22	Variation
Postes			
Personnel recruté sur le plan international	127	137	10
Personnel recruté sur le plan national	271	280	9
Volontaires des Nations Unies	6	7	1
Total	404	424	20

18. Le montant des dépenses prévues au titre du personnel civil pour l'exercice 2021/22 s'élève à 33 049 500 dollars, ce qui représente une augmentation de 3 066 500 dollars (10,2 %) par rapport au crédit ouvert pour 2020/21, et s'explique par des dépenses plus élevées, principalement au titre du : a) du personnel recruté sur le plan international, en grande partie du fait de l'ajout de 10 postes, dont le transfert de 9 postes de fonctionnaire recruté(e) sur le plan international de la Section de l'appui centralisé aux achats, imputés aux budgets de missions de maintien de la paix et au compte d'appui, qu'il est proposé de financer au moyen du budget du Centre de services régional, et de la création de 1 poste à la Section de l'appui centralisé aux achats (précédemment associé à la MINUAD) ; b) du personnel recruté sur le plan national, principalement en raison de l'utilisation d'un taux plus élevé pour calculer les traitements des agents recrutés sur le plan national afin de refléter la classe et l'échelon moyens effectifs du personnel du Centre de services régional, et de l'ajout de 11 postes, dont 7 postes de fonctionnaire recruté(e) sur le plan national, imputés aux budgets de certaines missions de maintien de la paix, qu'il est proposé de transférer de la Section de l'appui centralisé aux achats et de financer au moyen du budget du Centre de services régional, ainsi que de la création de 4 postes à la Section de l'appui centralisé aux achats (précédemment associés à la MINUAD) ; c) des Volontaires des Nations Unies, en raison de dépenses plus importantes en matière de

formation et d'orientation et pour couvrir les coûts liés au renforcement des capacités dans le cadre des programmes, et de l'inscription au budget d'un poste de Volontaire des Nations Unies à la suite de l'intégration proposée de la Section de l'appui centralisé aux achats au Centre de services régional (transfert du budget de la MONUSCO) ([A/75/770](#), par. 124 à 126).

Recommandations concernant les postes et les emplois de temporaire

19. Au total, 424 postes et emplois de temporaires sont proposés pour 2021/22, soit une augmentation nette de 20 postes, par rapport aux 404 postes et emplois de temporaires approuvés pour l'exercice 2020/21. Cette augmentation s'explique par le transfert de la Section de l'appui centralisé aux achats et de ses 22 postes (transfert de 17 postes et création de 5 postes), ainsi que par une diminution de 2 postes au titre du dispositif de modulation des ressources (*ibid.*, par. 13, 40 et 60). Plusieurs modifications du tableau d'effectifs sont proposées, notamment : a) le reclassement d'un poste de fonctionnaire d'administration (hors classe) (P-5, Chef adjoint(e) du Centre de services régional) en poste de Directeur(trice) adjoint(e) du Centre (D-1) (voir par. 24 ci-dessous) ; b) la suppression d'un poste d'assistant(e) chargé(e) des ressources humaines à la Section des avantages et des états de paie ([A/75/770](#), par. 88) et d'un poste d'assistant(e) chargé(e) des finances (catégorie des services généraux) à la Section des services financiers et du contrôle de conformité (*ibid.*, par. 104) ; c) la réaffectation de 9 postes et le transfert de 13 postes. Dans son rapport, le Secrétaire général précise que ces changements permettront de répartir les effectifs en fonction des besoins opérationnels du Centre et contribueront à corriger une inadéquation dans la composition des effectifs en garantissant que les entités responsables de chaque gamme de services disposent des moyens voulus pour mener à bien leurs opérations, tels que calculés dans le cadre du dispositif de modulation des ressources (*ibid.*, par. 24). On trouvera dans le tableau 5 du rapport la répartition proposée des effectifs du Centre de services régional d'Entebbe pour 2020/21, par fonction. Comme suite à ses questions, le Comité a été informé que la proposition de reclassement d'un poste de spécialiste des ressources humaines (P-3) en spécialiste du perfectionnement du personnel, initialement proposée dans la version préliminaire du rapport soumise au Comité, a été retirée et que la version finale du projet de budget publié pour l'exercice 2021/22 a été révisée en conséquence. Le Comité examine la pratique consistant à réaffecter et à reclasser simultanément des postes dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/75/822](#)).

Section de l'appui centralisé aux achats

20. Dans son rapport, le Secrétaire général indique qu'au vu des résultats de l'étude concernant la mise en place d'une chaîne d'approvisionnement intégrée pour l'Organisation, il est recommandé que la Section de l'appui centralisé aux achats, qui ferait partie de ladite chaîne, soit intégrée au Centre de services régional en tant qu'unité hébergée et maintienne des rapports hiérarchiques fonctionnels directs avec la Division des achats. Les postes inscrits au tableau d'effectifs de la Section sont financés au moyen des ressources budgétaires des entités clientes [Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS), Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), MONUSCO et MINUAD] et du compte d'appui. À compter du 1^{er} juillet 2020, les cinq postes financés par la MINUAD (1 P-3 et 4 postes d'agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national) ont été supprimés dans le cadre de la réduction des effectifs de l'Opération. Dans son rapport, le Secrétaire général précise que le tableau d'effectifs de la Section compte désormais 15 postes financés par les entités clientes (BANUS, MINUSS et MONUSCO) et 2 postes financés par la Division des achats au titre du compte d'appui, soit un total de 17 postes, dont 9 postes soumis à un recrutement international, 7 postes soumis à un recrutement

national et 1 poste de Volontaire des Nations Unies (1 P-5, 3 P-4, 2 P-3, 3 postes d'agent(e) du Service mobile, 3 postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national, 4 postes d'agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national et 1 poste de Volontaire des Nations Unies). Il est proposé d'inscrire la Section de l'appui centralisé aux achats au budget du Centre en tant qu'unité hébergée à compter du 1^{er} juillet 2021 et d'y imputer les 17 postes susvisés et les 5 postes qui seraient créés pour remplacer les postes supprimés dans le cadre de la réduction des effectifs de la MINUAD, les fonctions connexes étant toujours nécessaires (A/75/770, par. 35, 37 et 39).

21. Le Secrétaire général propose de maintenir la capacité initiale de 22 postes à la Section de l'appui centralisé aux achats, de manière à garantir le fonctionnement efficace et rationnel de la Section, étant donné que la liquidation de la MINUAD a réduit le volume des achats sans que le niveau d'activités de la Section, en particulier dans le contexte des fonctions intégrées impliquant plusieurs clients, ait changé de manière proportionnelle. Étant donné que la Section a fourni des services d'appui à plusieurs petits clients dans les limites des ressources allouées et compte tenu de l'ajout de la MINUATS à la liste des clients nécessitant un appui en matière d'achats, des ressources supplémentaires vont être nécessaires. Il est donc proposé de créer cinq postes, à savoir un poste de spécialiste des achats (P-3) et quatre postes d'assistant(e) aux achats (catégorie des services généraux). La dotation en effectif proposée pour la Section de l'appui centralisé aux achats pour l'exercice 2021/22 serait donc de 22 postes, parmi lesquels : 1 poste de Chef de Section de l'appui centralisé aux achats (P-5), 1 poste de Chef d'équipe dans le Groupe du génie (P-4), 1 poste de Chef d'équipe dans le Groupe des approvisionnements, des opérations de transit et des transports (P-4), 1 poste de Chef d'équipe dans le Groupe de la gestion des achats (P-4), 3 postes de spécialiste des achats (P-3), 3 postes d'assistant(e) aux achats (agents du Service mobile), 3 postes de spécialiste des achats (administrateurs recrutés sur le plan national), 8 postes d'assistant(e) aux achats (agents des services généraux recrutés sur le plan national) et 1 poste d'assistant(e) aux achats (Volontaire des Nations Unies) (ibid., par. 117).

22. À sa demande de précisions, il a été répondu au Comité que la fourniture d'un appui aux entités clientes par la Section de l'appui centralisé aux achats, y compris en matière d'achats, est destinée à répondre aux besoins imprévus des grandes missions et à aider régulièrement les clients qui n'ont pas les capacités requises. Le Comité a également été informé que cette proposition n'impliquait pas de changer le lieu d'affectation du personnel, mais plutôt de modifier la source de financement. En ce qui concerne la proposition de créer cinq postes pour remplacer les postes supprimés à la suite de la réduction des effectifs de la MINUAD, le Comité a été informé qu'il était probable que seuls 19 contrats spécifiques à la mission de la MINUAD soient supprimés, mais que la charge de travail globale augmenterait en raison de l'introduction d'un certain nombre de nouvelles fonctions et responsabilités. Le Comité a en outre été informé que, bien que la Section de l'appui centralisé aux achats ait été financée par les missions énoncées dans le rapport (ibid., par. 39), un plus grand nombre d'entités clientes régionales bénéficiait de son appui, la suppression des postes financés par la MINUAD ayant eu un impact négatif sur l'appui fourni à l'ensemble des entités, notamment aux petites entités de la région.

23. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que les incidences financières du transfert de la Section de l'appui centralisé aux achats au Centre de services régional d'Entebbe s'élevaient à 2,4 millions de dollars pour l'exercice 2021/22, avec un taux de vacance de 50 % appliqué aux postes précédemment associés à la MINUAD. Le Comité a reçu des informations concernant la classe et le financement des postes et note que six postes seront financés par la MONUSCO, qui réduit actuellement sa dépendance à l'égard de la Base d'appui d'Entebbe (voir

par. 38 et 39 ci-dessous). **Le Comité consultatif note que, compte tenu des modifications apportées aux opérations des entités clientes et d'un moindre recours aux services du Centre de services régional d'Entebbe (voir par. 38 et 39 ci-après), il convient de clarifier les besoins en personnel envisagés pour la Section de l'appui centralisé aux achats. Il compte que ces clarifications seront communiquées à l'Assemblée générale au moment de l'examen du présent rapport.**

Proposition de reclassement

24. Il est proposé de reclasser le poste de Chef adjoint(e) du Centre de services régional de P-5 à D-1 et d'en changer l'intitulé en Directeur(trice) adjoint(e), pour suivre le changement déjà approuvé de l'intitulé du poste de Chef du Centre, devenu un poste de Directeur(trice) du Centre. Dans son rapport, le Secrétaire général précise que ce changement servirait non seulement à mettre le tableau d'effectifs en conformité avec la décision de reclasser le poste de Chef du Centre à celui de Directeur(trice), mais aussi à donner au (à la) Directeur(trice) adjoint(e) l'autorité nécessaire pour superviser les opérations du Centre en l'absence du (de la) Directeur(trice). Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé que le Centre de services régional fournissait des services administratifs à 19 opérations sur le terrain comprenant environ 17 000 membres du personnel recruté sur le plan international et national et du personnel en uniforme, et que la modification proposée était alignée sur les nouvelles responsabilités du Centre à la suite du reclassement, pendant l'exercice 2020/21, du poste de Chef du Centre de services régional à la classe D-2 (voir la résolution 74/281 de l'Assemblée générale). Il a également été informé que cette proposition était justifiée par la complexité des services fournis aux missions clientes et le niveau de responsabilité ainsi assumé par le Centre. Il a également été informé que le Centre de services régional n'avait pas l'intention de proposer un reclassement des postes de la classe P-5 relevant des autres sections. **Le Comité consultatif ne s'oppose pas à la proposition de reclassement du poste de Chef adjoint(e) (P-5) du Centre de services régional en poste de Directeur(trice) adjoint(e) (D-1). Néanmoins, le Comité tient à préciser que cette proposition de reclassement ne doit pas servir de base aux propositions de reclassement qui seront faites dans les futurs projets de budget.**

Taux de vacance

25. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif des taux de vacance enregistrés pour le personnel civil en 2019/20 et 2020/21, ainsi que de ceux retenus pour 2021/22. Le Comité consultatif note qu'aucune explication n'est donnée pour justifier l'application de taux de vacance différents de ceux qui ont été effectivement constatés pendant l'exercice en cours. Ainsi, par exemple : a) il est proposé d'appliquer un taux de 11,0 % pour le personnel recruté sur le plan international alors qu'au 31 mars 2021, le taux effectif s'établissait à 16,5 % et le taux effectif moyen à 13,4 % ; b) il est proposé d'appliquer un taux de 8,0 % pour le personnel recruté sur le plan national alors qu'au 31 mars 2021, le taux effectif moyen s'établissait à 18,2 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national et à 12,2 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national.

Taux de vacance

(Pourcentage)

<i>Catégorie</i>	<i>Taux effectif 2019/20</i>	<i>Taux approuvé 2020/21</i>	<i>Taux effectif au 28 février 2021</i>	<i>Taux effectif au 31 mars 2021</i>	<i>Taux effectif moyen au 31 mars 2021</i>	<i>Projection 2021/22</i>
Personnel civil						
Personnel recruté sur le plan international	17,6	11,0	15,7	16,5	13,4	11,0
Personnel recruté sur le plan national						
Administrateurs recrutés sur le plan national	10,3	8,0	18,2	18,2	18,2	8,0
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	10,9	8,0	14,3	14,7	12,2	8,0
Volontaires des Nations Unies						
Personnel recruté sur le plan international	33,3	0,0	0,0	0,0	6,7	0,0
Personnel recruté sur le plan national	—	—	0,0	0,0	8,3	0,0

26. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les taux de vacance de postes proposés au 28 février 2021 étaient fondés sur le processus de recrutement en cours pour les postes actuellement vacants et sur le plan de recrutement global du Centre de services régional pour la période de mars à juin 2021. Il a en outre été informé que le taux de vacance effectif était plus élevé en raison des facteurs suivants : a) le gel prolongé, au Centre de services régional, des recrutements du personnel recruté sur le plan national, du fait de la suspension du dispositif de prestation de services centralisée au début de la pandémie de COVID-19, conformément aux directives du Bureau des ressources humaines ; b) la restriction des voyages et les mesures de confinement dues à la pandémie de COVID-19, qui ont entraîné des retards dans le recrutement et l'entrée en fonctions du personnel recruté sur le plan international ; c) les difficultés rencontrées dans l'administration du Test d'aptitude standardisé pour les services généraux dans Inspira.

27. **Le Comité consultatif réaffirme que les taux de vacance proposés doivent être conformes, dans la mesure du possible, aux taux effectifs. Lorsque les taux proposés sont différents des taux effectifs, il convient de justifier clairement le choix des taux utilisés dans les projets de budget et les documents connexes (voir [A/74/73/Add.4](#), par. 17 et [A/73/755/Add.5](#), par. 21).**

Postes vacants

28. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'au 30 mars 2021, 61 postes étaient vacants, dont 13 (2 P-5, 1 P-3, 1 P-2 et 8 postes de la catégorie des services généraux et 1 poste d'administrateur(trice) recruté(é) sur le plan national de classe C) depuis plus de deux ans.

29. **Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale a redit sa préoccupation face au nombre élevé de postes vacants dans la composante civile et prié de nouveau le Secrétaire général de veiller à ce que ces postes soient pourvus rapidement ([A/RES/74/281](#), par. 3 ; [A/74/737/Add.3](#), par. 18). Il compte qu'une explication circonstanciée du maintien de ces postes sera présentée à l'Assemblée au moment de l'examen du présent rapport.**

30. Le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général concernant le personnel civil soient approuvées.

2. Dépenses opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis ; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie	Montant alloué (2019/20)	Dépenses (2019/20)	Montant alloué (2020/21)	Dépenses au 31 mars 2021 (2020/21)	Dépenses prévues (2021/22)	Variation	
		(1)	(2)		(3)	Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Dépenses opérationnelles							
Consultants et services de consultants	146,4	—	131,8	—	2,4	(129,4)	(98,2)
Voyages officiels	264,4	84,9	216,2	21,2	264,7	48,5	22,4
Installations et infrastructures	2 300,5	1 752,8	2 309,7	883,7	2 169,7	(140,0)	(6,1)
Transports terrestres	153,7	126,1	87,1	25,1	102,1	15,0	17,2
Opérations aériennes	—	—	—	5,0	—	—	—
Opérations maritimes ou fluviales	—	—	—	—	—	—	—
Communications et informatique	4 160,8	3 896,0	3 941,9	3 204,6	4 449,1	507,2	12,9
Santé	136,6	354,9	103,5	77,0	108,4	4,9	4,7
Matériel spécial	—	—	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers matériel	406,2	497,2	386,0	273,7	505,7	119,7	31,0
Projets à effet rapide	—	—	—	—	—	—	—
Total	7 568,6	6 711,9	7 176,2	4 490,3	7 602,1	425,9	5,9

31. L'augmentation prévue est principalement due à une hausse des dépenses au titre des communications et de l'informatique (507 200 dollars, soit 12,9 %), des fournitures, des services et des équipements divers (119 700 dollars, soit 31 %), des voyages officiels (48 500 dollars, soit 22,4 %) et des transports terrestres (15 000 dollars, soit 17,2 %). Elle est compensée en partie par une baisse des dépenses au titre des installations et des infrastructures (140 000 dollars, soit 6,1 %) et des consultants et services de conseil (129 400 dollars, soit 98,2 %) (A/75/770, par. 127 à 131).

32. **Le Comité consultatif n'est pas convaincu que les justifications qui ont été fournies expliquent pleinement les besoins en ressources énumérés ci-après. En outre, compte tenu de la sous-utilisation de certains crédits et de l'incidence que continuera probablement d'avoir la pandémie de COVID-19, le Comité formule ci-après plusieurs observations et recommande qu'il soit procédé à des ajustements.**

a) *Communications et informatique* : les crédits demandés s'élèveraient à 4 449 100 dollars, ce qui représente une augmentation de 507 200 dollars (12,9 %), principalement attribuable à ce qui suit : i) l'augmentation des dépenses (276 800 dollars, soit 11,6 %) au titre de l'assistance technique pour renforcer la sécurité informatique et mener d'autres projets d'amélioration des services, les ressources nécessaires pour couvrir le manque de capacités du Centre de services régional en matière de génie, qui n'étaient pas inscrites au budget pour l'exercice 2020/21, et la centralisation des services d'assistance informatique pour le personnel de la Section de l'appui centralisé aux achats ; ii) l'augmentation des ressources demandées (285 800 dollars, soit 103,0 %) au titre des logiciels, licences et redevances, due à

l'utilisation des signatures électroniques, afin de promouvoir un environnement de travail sans papier, conformément à l'initiative « Pour une ONU verte » et d'améliorer le plan de continuité des opérations, ainsi qu'à l'abonnement au logiciel d'automatisation robotisée des processus, qui permet d'appuyer les fonctions des autres gammes de services du Centre de services régional, à la centralisation des services d'assistance pour les applications et à l'acquisition de licences supplémentaires pour les utilisateurs finaux de la Section de l'appui centralisé aux achats. **Le Comité consultatif recommande de réduire de 30 % (152 200 dollars) le montant de l'augmentation des ressources demandées de 507 200 dollars au titre des communications et de l'informatique ;**

b) *Fournitures, services et matériel divers* : les crédits demandés s'élèveraient à 505 700 dollars, ce qui représente une augmentation de 119 700 dollars, (31 %), principalement imputable à ce qui suit : i) l'augmentation des dépenses (68 200 dollars, soit 89,3 %) afférentes aux services de vacataires ; ii) l'augmentation des dépenses (40 000 dollars, soit 2 105,3 %) relatives à d'autres services. **Le Comité consultatif recommande de réduire de 10 % (50 600 dollars) le montant des ressources demandées au titre des fournitures, services et matériel divers ;**

c) *Voyages officiels* : les ressources demandées s'élèveraient à 264 700 dollars, soit une augmentation de 48 500 dollars (22,4 %) qui s'explique principalement par l'intégration proposée de la Section de l'appui centralisé aux achats, les crédits prévus au titre des voyages de la Section ayant été précédemment inclus dans les budgets des missions clientes (MONUSCO, MINUS, BANUS et MINUAD). À sa demande de précisions, il a été répondu au Comité que l'augmentation des ressources demandées concernant les voyages dans la zone de mission et hors de cette zone était due à la proposition d'intégrer la Section en tant qu'unité hébergée dans le budget du Centre de services régional, et que selon l'une des hypothèses budgétaires, les restrictions imposées du fait de la pandémie de COVID-19 concernant les déplacements, les mouvements et l'accès ne s'appliqueraient plus. Le Comité note que les informations qui lui ont été fournies font apparaître une sous-utilisation des crédits de 179 500 dollars, soit 67,9 %, pour l'exercice 2019/20. Il note également que les dépenses prévues s'élèvent à 96 900 dollars, contre des crédits approuvés d'un montant de 216 000 dollars pour l'exercice en cours, ce qui correspondrait à un solde inutilisé de 119 300 dollars, soit 55,2 %, à la fin de juin 2021. **Tout en tenant compte du fait que les ressources demandées au titre des voyages officiels sont destinées à intégrer la Section de l'appui centralisé aux achats en tant qu'unité hébergée dans le budget du Centre de services régional d'Entebbe, le Comité note la tendance à la sous-utilisation des crédits et considère en outre que la pandémie de COVID-19 continuera probablement d'avoir une incidence sur les voyages au cours de l'exercice 2021/22. Le Comité consultatif recommande de réduire de 10 % (26 500 dollars) le montant des ressources demandées à ce titre.** Il formule d'autres observations et recommandations concernant les voyages officiels dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/75/822](#)).

Autres questions intéressant la catégorie budgétaire des communications et de l'informatique

33. Il est indiqué dans le projet de budget qu'en 2021/22, le Service régional des technologies accordera la priorité à la sécurité des opérations et s'emploiera à mieux former les utilisateurs finaux aux problèmes que pose la sécurité informatique, tout en continuant de s'attacher à uniformiser la prestation de services informatiques et de services de communication à l'ONU, au moyen d'activités de modernisation, de transformation et d'innovation, l'objectif étant d'assurer une utilisation optimale des

moyens informatiques et des moyens de communication et de favoriser la prise de décisions efficaces. Plus précisément, le Service régional des technologies propose de procéder à l'automatisation robotisée des processus pour appuyer les fonctions des autres gammes de services du Centre et améliorer ainsi l'efficacité et le recouvrement des coûts. Cela permettrait d'automatiser les opérations de rapprochement, d'accélérer l'établissement des rapports téléphoniques des missions clientes et d'en assurer l'exactitude ; le personnel pourrait ainsi consacrer plus de temps à d'autres activités analytiques essentielles. Il est également précisé qu'en termes de gains d'efficacité, les prévisions de dépenses pour l'exercice 2021/22 tiennent compte des initiatives visant à accroître l'efficacité et que grâce à la mise en service de ce logiciel, le Groupe de la facturation des appels téléphoniques sera en mesure d'examiner rapidement et systématiquement chaque facture, ce qui permettra de recouvrer des recettes supplémentaires d'un montant estimé à environ 23 000 dollars par mois (A/75/770, par. 33 et 118). S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a été informé qu'après les tests et les ajustements nécessaires, le système d'automatisation robotisée des processus pourrait être étendu à d'autres sections et gammes de service et qu'en termes d'efficacité, ce système permettra au personnel d'effectuer des tâches apportant de la valeur, notamment de mener des analyses, de gérer les demandes et d'apporter des conseils, plutôt que de se cantonner à des tâches répétitives. Il s'est également vu fournir des informations sur les avantages que présente ce système. **Le Comité consultatif compte que des informations actualisées seront communiquées au sujet de cette initiative pilote dans le prochain projet de budget.**

34. **Sous réserve des recommandations formulées au paragraphe 32, le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général concernant les dépenses opérationnelles soient approuvées.**

V. Questions diverses

Conséquences de la pandémie de COVID-19

35. Les répercussions de la pandémie sur le Centre de services régional et les mesures que ce dernier a prises en conséquence au cours de l'exercice 2019/20 sont décrites aux paragraphes 17 à 22 du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget. Le rapport indique également que les membres du personnel des sections dont les activités avaient été réduites du fait de la crise sanitaire avaient été formés de manière à prêter main-forte aux services dont les activités avaient augmenté, et que le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements avait été temporairement chargé d'apporter un soutien à la Section du contrôle des mouvements au sein du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement pendant la pandémie (A/75/621, par. 15 et 30). Le Comité note qu'il a été informé qu'un certain nombre de différences dans les indicateurs de succès effectifs figurant dans le rapport étaient dus aux effets de la pandémie. **Le Comité consultatif compte que des informations actualisées sur les effets de la COVID-19 seront fournies à l'Assemblée générale au moment où elle examinera le présent rapport. Le Comité apprécie les contributions du Centre de services régional d'Entebbe à l'appui de l'action du Secrétariat visant à faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19.**

Indicateurs clefs de performance

36. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que le Centre de services régional continuera de s'adapter et de s'employer à améliorer la qualité de ses services en tenant compte des enseignements tirés des exercices précédents, afin de : mieux

répondre aux attentes des clients en simplifiant et en regroupant les processus administratifs de bout en bout ; atteindre les objectifs de réalisation attendue et fixer des indicateurs clefs de performance qui permettent d'accorder sa stratégie au cadre de gestion de la performance et aux attentes des clients ; continuer de s'adapter aux mesures de réforme engagées par le Secrétaire général et réaliser des gains d'efficience. Il est également précisé dans le rapport, que, du fait de la pandémie, certains indicateurs clefs de performance sont repartis à la hausse durant le premier trimestre de l'exercice 2020/21, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2019/20 (A/75/770, par. 12 et 14).

37. En réponse à ses questions, il a été précisé au Comité que les indicateurs clefs de performance du Centre de services régional ont été élaborés et revus en étroite collaboration avec les missions clientes, afin de correspondre aux résultats prévus dans les accords de niveaux de service conclus entre le Centre et lesdites missions. Le Comité consultatif a également été informé que le Centre avait reçu les recommandations issues d'une enquête menée auprès du personnel appartenant aux missions clientes au sujet de ce qui devait être amélioré, auxquelles il a donné suite. Ayant demandé des précisions, le Comité a également reçu des informations concernant les efforts qui ont été entrepris pour améliorer les indicateurs de succès de la Section des services aux clients (*ibid.*, par. 69). Le Comité note qu'au moment de définir les indicateurs clefs de performance, il faut donner la priorité à la qualité, à l'efficacité et à la rapidité des services, ainsi qu'aux efforts à déployer pour améliorer ces indicateurs et le degré de satisfaction des clients. **Le Comité consultatif compte que les futurs budgets et documents connexes contiendront systématiquement des informations détaillées concernant l'étude relative aux indicateurs de performance, les raisons des différents niveaux de performance, lorsqu'elles relèvent de la responsabilité des clients, et les efforts qui sont faits pour mieux satisfaire les clients.**

Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

38. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que le Centre de services régional d'Entebbe est locataire de la Base d'appui d'Entebbe de la MONUSCO et, en tant que tel, continuera d'entretenir des relations opérationnelles avec la Mission. Il continuera également de recevoir un appui de la Mission dans les domaines suivants : coordination de la chaîne d'approvisionnement ; logistique et mouvements ; réception et inspection des biens (A/75/770, par. 27 et 62). À cet égard, le Secrétaire général indique que la MONUSCO réduira sa dépendance à l'égard du Centre de services régional d'Entebbe pour ce qui est des vols qu'elle effectue vers Entebbe pour le congé de détention (A/75/769, par. 36).

39. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a reçu des informations concernant la création de la Base d'appui d'Entebbe et a appris qu'elle avait été initialement créée par la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) à des fins de soutien logistique et d'appui à sa chaîne d'approvisionnement, ainsi que comme base d'évacuation assurant la continuité des opérations, jusqu'à ce que le Centre de services régional soit créé. La Base, d'abord utilisée par les missions voisines [Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS), MINUSS et MINUAD], a ensuite servi à 11 entités des Nations Unies et autres entités, y compris le Centre de services régional, dont les activités étaient encadrées par le mémorandum d'accord conclu entre la MONUSCO le Gouvernement national. Le Comité a également été informé que la réduction des activités de la MONUSCO due à l'amélioration des installations en République démocratique du Congo, a conduit le Département de l'appui opérationnel à entreprendre une étude sur un éventuel transfert des activités de la Mission en cas de liquidation et de retrait

d'Entebbe. Le Comité consultatif compte que les informations contenues dans l'étude seront fournies à l'Assemblée générale afin qu'elle les examine dans le cadre du projet de budget pour l'exercice 2022/23. Le Comité formule d'autres observations et recommandations au paragraphe 23 du présent rapport ainsi que dans son rapport sur le financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

Représentation équilibrée des femmes et des hommes

40. Les informations fournies au Comité consultatif indiquent qu'au 30 juin 2020, le pourcentage de femmes parmi le personnel du Centre de services régional variait selon les catégories et les classes : ainsi, 21 % des femmes étaient recrutées aux classes P-1 à P-4, 39 % dans la catégorie du Service mobile et 29 % à la classe P-5 et aux classes supérieures. Parmi les agents des services généraux et administrateurs recrutés sur le plan national, le pourcentage des femmes était de 64 % et 38 %, respectivement. **Le Comité prend note de la proportion des femmes parmi le personnel du Centre de services régional et compte que ce dernier poursuivra ses efforts et fournira des informations à ce sujet dans ses futurs rapports.** Le Comité consultatif examine la représentation équilibrée des femmes et des hommes ainsi que la représentation géographique dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général (A/75/822).

VI. Conclusion

41. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre en ce qui concerne le financement du Centre de services régional pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 sont indiquées à la section V du rapport sur l'exécution du budget (A/75/621). **Le Comité consultatif recommande que le montant de 11 000 dollars représentant le solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, ainsi que le montant de 147 400 dollars correspondant aux autres recettes et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2020 soient déduits de celui des ressources à prévoir pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022.**

42. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre en ce qui concerne le financement du Centre de services régional pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 sont énoncées à la section IV du projet de budget (A/75/770). **Sous réserve des observations et recommandations qu'il a formulées dans le présent rapport, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale :**

a) Approuve l'ouverture d'un crédit de 40 422 300 dollars aux fins du fonctionnement du Centre de services régional pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 ;

b) Répartisse le montant visé à l'alinéa a) entre les budgets des opérations de maintien de la paix actives qui sont clientes du Centre en fonction du budget-programme pour 2022 ;

c) Tienne compte du montant des ressources demandées dans le projet de budget-programme pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 afin que la part des missions politiques spéciales clientes du Centre corresponde aux ressources nécessaires à son financement pour la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022.